Cahiers de l'humanisme libertaire

REVUE MENSUELLE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES

Octobre-novembre 1964 — Nouvelle série - N° 106-107 — ABONNEMENT ANNUEL : **5** F — LE NUMERO : **0,45** F

LA MORT DE L'INTERNATIONALE

On célèbre cette année le centenaire de la naissance de la Première Internationale. Nous ne nous étendrons pas — d'autres l'ont fait et la place nous manque — sur les antécédents de cette organisation dont la plupart des gens ont perdu la mémoire, et sur l'importance disproportionnée que l'on attribue trop communément, dans sa création, à Marx et à Engels. Il nous semble beaucoup plus nécessaire de souligner comment et pourquoi mourut ce qui avait éveillé tant d'espoir au cœur des révolutionnaires.

La Première Internationale est morte avant tout des conséquences de l'orientation parlementaire que Marx et ses amis décidèrent de lui donner. Elle fut alors tuée dans son essence et dans sa structure organique. Comme le faisait observer Bakounine, du moment où chaque section nationale se transformait en parti politique, qui, chacun dans les limites des frontières où il se trouvait, s'occupait de la vie politique de son pays, l'internationalité disparaissait, la solidarité pratique des travailleurs devenait lettre morte. Les fédérations internationales de métier, solidaires au-dessus des frontières dans la lutte contre le capital et dans la préparation européenne d'abord, puis intercontinentale que Bakounine et ses amis préconisaient de l'organisation de la société socialiste restaient à l'état de projets oubliés. Le célèbre « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! », devenait : « Travailleurs de tous les pays, divisez-vous ! » C'est ce qui se produisit. Cela se complétait par la décision marxiste de constituer, dans chaque nation, « l'Etat ouvrier » qui naturellement devait être différent en Allemagne de ce qu'il devait être en France, en Italie de ce qu'il devait être en Autriche, etc. Le chemin était ouvert pour la participation ministérielle, puis à l' « union sacrée » en France et au « socialisme du kaiser » en Allemagne, par les sections de la Deuxième Internationale, pendant la Première guerre mondiale.

Ce ne furent pas tant les conflits individuels qui causèrent la mort de la Première Internationale, que cette question fondamentale de principes et de tactique. Et la malhonnêteté infinie de Marx et Engels, qui, devant la résistance des sections espagnole, italienne, de la Fédération jurasienne, d'une partie des sections françaises à cette orientation parlementaire et étatique, obtinrent, au Congrès de La Haye, célébré en septembre 1872, une majorité en partie composée

(Suite en dernière page.)

A TOUS NOS AMIS :

LA SITUATION DES "CAHIERS"

La circulaire envoyée à nos amis abonnés avait pour but de les mettre sans retard au courant de la situation qui nous était créée afin d'y faire face à temps. D'accord avec l'imprimeur, un ou deux numéros seraient encore imprimés par ses soins, au prix, très modique — nous le répétons — qu'il nous avait demandé jusqu'alors. Cela nous donnerait le temps de chercher une autre imprimerie, et de choisir celle dont les conditions nous seraient accessibles.

Notre première intention n'était donc pas de lancer un appel pour une aide immédiate. Mais après l'envoi du tiers environ de notre explication ronéotypée, l'un de nous pensa qu'il valait mieux rappeler le C.C.P., comme une invitation qui a été comprise par un certain nombre d'abonnés. Cependant, nous nous étions réservés de donner, dans ce numéro, des explications très nettes pour que ceux qui s'intéressent à la vie des Cahiers de l'Humanisme Libertaire soient mis exactement au courant du problème qui nous est posé.

Jusqu'à maintenant, l'impression de la revue nous coûtait 35.000 anciens francs par numéro. Dans la meilleure hypothèse, nous ne croyons pas obtenir un prix inférieur à 60.000 francs.

Pour faire face à ces dépenses supplémentaires, nous nous voyons obligés de porter le prix de l'abonnement à 1.000 anciens francs par an. Et, dans la meilleure hypothèse aussi, nous ne pensons pas pouvoir compter sur plus de 500 abonnés pouvant ou voulant payer cette somme. Douze numéros à 60.000 francs donnent un total de 720.000 francs auquel il faut ajouter 36.000 francs de frais postaux (car nous envoyons un certain nombre d'exemplaires pour les échanges et aux camarades que leur situation économique ou leur âge empêchent de payer l'abonnement). En tout donc, 756.000 francs auxquels il faut ajouter les frais de correspondance.

Nous arrivons, en chiffres ronds et provisoires, à 770.000 francs de dépenses. Le total des abonnements étant de 500.000 francs, et à condition que nous ne soyons pas trop optimistes, le déficit prévisible serait de 270.000 francs par an, soit 22.500 francs par mois.

Nous soumettons donc à nos amis les solutions possibles :

1° Elever le prix de l'abonnement à 1.500 francs, ce qui, pour beaucoup, représenterait une somme trop élevée ; en effet, de nombreux camarades ont de faibles ressources, d'autres sont abonnés à plusieurs publications ;

2° Envisager la parution de huit ou neuf numéros par an, peut-être dix, selon l'aide supplémentaire qui nous serait accordée, et que nous sommes les premiers à apporter dans la mesure de nos moyens ;

3° Etablir des abonnements de soutien, que nous pourrions porter au minimum de 2.000 francs ; mais pour que ceux-ci comblent le déficit prévisible, il faudrait qu'ils s'élèvent à 250 environ. Nous craignons de ne pas atteindre ce total ;

4° Enfin, compter sur une recrudescence permanente des souscriptions. Peut-être le mieux serait-il de combiner, comme font d'autres publications du genre de la nôtre, l'abonnement de soutien et la souscription permanente.

Nous attendons les réponses de nos amis. Acceptent-ils l'augmentation du prix de l'abonnement sans laquelle nous devrons disparaître ? D'autre part, quelles sont les mesures envisagées qui leur semblent préférables, et qu'ils sont disposés à appliquer avec nous ?

Il faut, d'autre part, tenir compte d'une difficulté supplémentaire. Jusqu'au renouvellement des abonnements en cours, les sommes perçues n'auront été que de 500 francs par an. Or, nous commencerons à payer l'impression le double, ou à peu près, de ce que nous payions auparavant. Le décalage sera important, et seule l'aide accrue pour faire face à cette difficulté et au problème du nouveau financement nous permettra de nous maintenir à flot.

Nous remercions très vivement ceux qui ont, sans tarder, réagi positivement en nous apportant leur aide monétaire. Et nous espérons que leur geste sera suivi par d'autres, assez nombreux pour soutenir notre revue, qui devrait, qui doit être l'œuvre commune de tous ceux qui la croient utile.

LE GROUPE HUMANISTE LIBERTAIRE.

"DES DEUX COTÉS DE L'ESTRADE" (1)

Marcel RENOT

D'une écriture familière, mêlée parfois de candeur — ce qui ne peut être un reproche — ce livre vaut par l'atmosphère de franchise qui retient le lecteur dès les premières lignes. Et c'est ce qui importe avant tout.

Très personnelle, cette narration nous fait pénétrer dans un monde toujours un peu mystérieux : celui de l'enfant.

Retraitée de l'enseignement primaire, fille d'institutrice, Marthe Bœgner est tout entière dans son livre, d'abord « d'un côté de l'estrade », depuis la maternelle jusqu'à sa sortie de l'Ecole Normale d'institutrices, puis, de l'autre côté, l'autre versant, pourrait-on dire, d'une existence vouée totalement à l'éducation, à l'instruction des enfants.

C'est un très long chemin, parcouru courageusement et qui commence non exactement en enfant martyre, mais en malaimée. Et on sait les graves blessures que font et que laisse dans une jeune sensibilité une vue par trop rigide des devoirs éducatifs.

La mère — celle de l'auteur — qui est en même temps institutrice dans l'école que fréquente sa fille, pourra, au nom de principes qu'elle croit les meilleurs, meurtrir l'âme de son enfant sans l'ombre d'un regret.

On connaît les méfaits de l'autorité sans explications que pratiquent bien des enseignants et souvent avec l'approbation des parents, qui plus est.

Nous sommes d'autant plus sensibles à la justesse de l'évocation de la vie des écoles au début du siècle (et même un peu avant) que nous avons connu cette époque, « la belle » qu'on dit. (Toutes les époques furent belles pour certains, soit dit en passant.)

L'école-prison, laide et puante, qui fut la nôtre, mal éclairée, mal chauffée en hiver, aura bientôt (?) disparu, souhaitons-le. Les nouvelles classes se veulent plus aimables, plus accueillantes avec leurs grandes fenêtres, leurs préaux décorés et des réfectoires plus appétissants. C'est un fait. (Encore qu'avec la stupide poussée démographique les enfants s'y trouvent souvent entassés...)

Seulement, hélas, on n'a pas extirpé du crâne des dirigeants de l'Enseignement certaines conceptions démenties journellement par les progrès de la psychopédagogie.

Et les programmes, les méthodes scolaires à tous les niveaux comportent toujours le même fatras d'études, de matières inutiles infligées aux enfants, petits et grands, sous forme de gavage par des enseignants pas toujours à la hauteur de leur tâche, malgré les prétentions de certains d'entre eux.

Nous le savons, il n'est pas très facile pour un adulte de se mettre au niveau mental de l'enfant et cette aptitude n'est pas créée, fournie par le diplôme.

Marthe Bœgner nous le montre bien quand, l'enfance franchie, elle nous conte, non sans humour, les péripéties de sa préparation au brevet subie dans une certaine « Institution Barbin » d'une austérité ridicule, où la vertu des jeunes filles faisait l'objet d'autant d'attention que leurs études.

Et les portraits très vivants qu'elle brosse des élèves et des professeurs de l'Ecole Normale d'institutrices nous permettent de saisir comment on embrasse une profession entre toute délicate, avec des dons exactement opposés à ceux qui sont indispensables !

Il est même étonnant de constater qu'à ce point de vue et a cinquante ans de distance, cela n'a pas tellement changé, malgré les travaux des grands éducateurs qui ont pourtant éclairé bien des problèmes psychologiques concernant maîtres et élèves.

Il est vrai qu'on ne doit pas bousculer la routine des instituteurs de l'Etat, que l'auteur a supportée durant toute sa carrière, et, tout en tâchant de sortir des ornières imposées, reconnaissons-le, l'Etat reste à la base de tous ses espoirs de transformation. (Cette naïveté va même jusqu'à envisager un électeur idéal !) C'est un peu regrettable, disons-le sans mechanceté, en passant. Car l'évolution de l'école est tout entière dans l'esprit des maîtres — et des parents. Quand, par exemple (c'est l'auteur qui parle), un professeur note différemment des dictées copiées les unes sur les autres, donc semblables ; quand un professeur impose des pages de dictionnaire à apprendre par cœur ; quand — c'est toujours l'auteur qui parle — un cours peut être suivi avidement ou prendre la forme d'un cauchemar selon le professeur qui est en chaire, ce n'est pas l'Etat qui est en cause. Quant à la nécessité des jeux éducatifs auxquels il est fait allusion, ce n'est pas l'Etat qui a découvert leur influence sur l'épanouissement de l'enfant, mais une merveilleuse éducatrice : Maria Montessori. Certaines institutrices (mieux payées aujourd'hui, on le concède) s'en inspirent en mettant au point, avec des moyens de fortune, un matériel peu coûteux.

Il y a mieux encore. Ce n'est pas l'Etat qui oblige certains professeurs à organiser des « petits cours hors classe » pour 10, 15, 20 ou 25 élèves, et dans les salles d'un lycée, S.V.P. Tarifs : 15 francs par élève pour deux heures dans un groupe de 10 élèves, en 1958 ; 5 francs par élève pour une heure dans un groupe de 25 élèves, en 1963-64, soit 75 francs l'heure en 1958, et 125 francs l'heure en 1964 ! Voyez alors l'impartialité dans la rédaction des livrets scolaires de ces élèves-clients ! (Rapporté par Yves Bayet, professeur au Lycée de Thiers.)

Et puis : « On écoutait sans murmurer les reproches de certains professeurs qui, eux, ne savaient même pas, après tant d'années d'expérience, faire correctement un cours. » Alors, on comble les lacunes qui en résultent avec le moyen cité plus haut ?

L'auteur déplore (page 125) que les normaliennes soient mal préparées à enseigner, que leurs dons pédagogiques soient mal développés. Mais encore faut-il qu'ils existent, ces dons !

Marthe Bœgner pense aussi qu'après concours seules les candidates possédant le bachot devraient être admises aux Ecoles Normales. Pourtant, des bacheliers et bachelières enseignent aujourd'hui dans les écoles primaires : ce ne sont pas forcément les meilleurs maîtres. Il y a donc là une erreur, surtout qu'elle nous présente les élèves du secondaire, futurs bacheliers, comme des privilégiés « nullement débordés », en riant des parents et des journaux qui s'apitoient sur leur sort (page 69). Contradiction. Si le bachot était d'accès aussi facile, on ne voit pas en quoi il serait un élément aussi important dans la formation des normaliennes — et normaliens. (Rappelons que les élèves du secondaire ne choisissent pas leurs matières, mais leur série dont une seule ne peut les contenir toutes.)

Ceci dit, si nous faisons certaines réserves concernant bien des points sur lesquels nous ne pourrions nous étendre sans sortir du sujet qui fait l'objet de ce petit travail, nous sommes d'accord avec l'opinion formulée par l'auteur sur la pauvreté des conceptions de nombreux parents. Marthe Bœgner souhaiterait que des cours fussent donnés à ceux-ci ainsi qu'aux candidats au mariage. Mais ces cours existent depuis longtemps ! Non obligatoires, il est vrai. L'obligation n'arrange rien, généralement.

« L'Ecole des parents » publie une revue très riche en renseignements de toutes sortes et reproduit les cours et conférences donnés régulièrement (à la Faculté de médecine) ; cette association possède une organisation qui offre des consultations d'éminents spécialistes : médecins, neurologues, psychologues, éducateurs, etc., sont à la disposition des parents et de leurs enfants. Tous les cas sont examinés, sinon guéris : débilité physique et mentale, instabilité, troubles caractériels, inadaptation et retards scolaires, équilibre du milieu familial, etc.

Il existe même une Fédération internationale des Ecoles des Parents qui tient des congrès.

Nous aimerions nous étendre sur beaucoup de choses qui nous accrochent en tournant les pages de l'ouvrage de Marthe Bœgner. Malheureusement, nous devons abréger, en le regrettant, car elles ne pourraient contenir dans cette petite chronique.

Toutefois, nous mentionnerons tout de même la question des écoles « libres » évoquées avec beaucoup de tact encore que fermement : « Parfois ils y vont (les enfants) parce que ça fait plus chic. » La religion passant au second plan ou n'existant pas.

Puis voici de belles pages de souvenirs où l'auteur fait revivre certaines figures d'élèves — et d'autres — dont elle eut la charge, figures finement observées dans des circonstances plaisantes ou dramatiques.

Bien des anecdotes savoureuses et instructives font méditer sur la formation première de cet animal supérieur mais capable de tout : l'être humain.

Enfin, comme nous l'avons dit plus haut, Marthe Bœgner a tenté — et souvent réussi — de sortir des routines en affirmant des conceptions jugées peu orthodoxes par ces dames de l'Inspection, aux vues plutôt rouillées ! Quoi ? conduire ses élèves dans les musées, visiter des églises, au seul point de vue de l'art ? Et parce qu'on est bonne musicienne, tâcher de les rendres sensibles aux grandes œuvres musicales, leur en inculquer l'histoire, passer des disques de Chopin pendant les leçons de couture ? Initier ces jeunes à la danse ? Horreur !

« Si c'était à refaire, j'agirais comme je l'ai fait. Mes chefs se vengeraient... Je sais ce que c'est. »

Mais elle reconnaîtra que « si c'était à refaire », elle se montrerait moins sévère. Elle le fut, tout en essayant d'être juste dans ses jugements un peu pointus... « Une institutrice n'est pas forcément une sainte. » Candide humilité !

Et voici les dernières pages consacrées à l'évocation de l'école idéale : celle, dit-elle, de l'an 2000... Ne la chicanons pas. Bien des camarades ont aimé Léon Frapié, qui fut de nos amis. Ils aiment Marthe Bœgner.

(1) Editions du Scorpion, 7, rue Lobineau, Paris-6e.

POUR UN SYNDICALISME COMBATIF ET APOLITIQUE

Maurice LIME

Sous le titre « Démagogie syndicale » un camarade nous présentait, dans le dernier *Cahiers de l'Humanité Libertaire,* la demande des syndicats de l'automobile, réclamant le maintien des salaires tout en baissant les horaires, comme une revendication « démagogique » ressortissant d'un esprit syndical « revendicatif ». Il nous expliquait, avec une apparence de justesse, qu'une telle mesure ferait augmenter les prix de revient, ce qui gênerait la vente des voitures françaises en concurrence avec les autres marques européennes, et entraînerait du chômage. Pour faire aboutir de telles revendications, concluait-il, il fallait « sauter la barrière » du régime capitaliste. Que de problèmes évoqués en si peu de mots !

Voyons d'abord la question des horaires réduits. Le phénomène de la surproduction et celui d'un outillage de plus plus perfectionné qui permet de produire de plus en plus vite, avec de moins en moins d'ouvriers, n'est limité ni à l'automobile, ni à la France. C'est le sens même de l'évolution de notre civilisation technicienne. Or, le camarade sera d'accord avec nous pour dire que le remède n'est certes pas de créer toujours de nouveaux besoins pour pouvoir continuer à abrutir les travailleurs dans des travaux forcés à journées interminables, mais bien de réduire de plus en plus les horaires, leur permettant au contraire une ascension vers la culture.

Félicitons-nous donc que la surproduction actuelle dans l'auto donne aux syndicats l'occasion de poser cette revendication trop longtemps négligée. Elle est parfaitement recevable sans bouleversement violent du régime puisqu'en Amérique de nombreuses corporations travaillent moins de 40 heures par semaine, et que les électriciens de New York, remarquablement organisés syndicalement, ont même obtenu la semaine de 25 heures à salaire complet ! Les ouvriers de Renault en sont loin...

Un autre argument, en faveur d'une réduction des horaires sans toucher aux salaires, est celui que l'on peut tirer de la grande crise économique de 1930-35. En effet, celle-ci aussi avait débuté par une surproduction dans l'automobile. Les grands patrons d'alors licencièrent du personnel réduisirent les horaires et *les salaires;* résultat : des centaines de mille ouvriers de l'automobile durent réduire leur consommation, annuler leurs commandes, laisser leurs traites impayées ; le chômage gagna de ce fait d'autres corporations qui, à leur tour, réduisirent leur consommation ; et ainsi, de proche en proche, de krach en krach, toute l'économie américaine s'effondra et la crise gagna l'Europe...

Le seul remède, pour empêcher le retour d'une pareille catastrophe, est justement de maintenir artificiellement le pouvoir d'achat des ouvriers d'une industrie touchée par la surproduction, en attendant le rajustement de sa production aux besoins réels du marché. Les grands technocrates occidentaux, après les Russes, et après le docteur Schacht, l'ont d'ailleurs bien compris puisque un peu partout, en Amérique comme en Europe, ils ont créé préventivement des caisses de chômage et signé des accords de garantie du salaire complet.

Et enfin : l'épouvantail de la concurrence européenne ! C'est un fait, les économies européennes sont devenues avec le Marché Commun, qui ouvre de larges débouchés, des vases communicants. De là une nécessité impérieuse pour les syndicats ouvriers de multiplier les contacts par-dessus les frontières caduques et de coordonner leurs revendications et leurs luttes. Depuis vingt ans, pour freiner la constitution d'une Europe politique qui formerait barrage aux appétits impérialistes russes, les staliniens et néo-staliniens sabotent le rapprochement entre syndicats européens. Si, sous l'emprise de la nécessité, la base ouvrière de la C.G.T. pouvait se défaire de ses bonzes inféodés à Moscou, et faire sa jonction avec les éléments actifs de la F.O. d'une part, et d'autre part les syndicalistes de la C.F.D.T. (ex-C.F.T.C.) qui s'affranchissent actuellement de la tutelle confessionnelle, ce serait un immense pas en avant fait par le mouvement ouvrier.

Un mot encore à propos des syndicats à esprit « revendicatif », que certains opposent aux syndicats à esprit « constructif » (je ne crois pas que ce soit le cas pour l'auteur de l'article dont nous parlons). Dans l'optique des technocrates, ces syndicats « constructifs » sont surtout des syndicats « intégrés », calqués sur le modèle des pseudo-syndicats russes, simples « courroies de transmission » pour faire encaisser aux ouvriers les impératifs d'un plan conçu en faveur de ceux qui roulent en Cadillac. Car le fameux « saut » est fait, pas comme nous l'avions espéré, hélas ! mais le régime du capitalisme libéral est mort et nous nous trouvons à présent dans un régime aux trois quarts technocratisé.

Face à ces syndicats « constructifs » donc, ma préférence va nettement, du moins pour la période historique actuelle, aux syndicats « revendicatifs » et apolitiques comme celui des électriciens de New York qui constituent une force capable de contrer les technocrates privés et d'Etat, et qui, en posant revendications après revendications, toujours en avant sans pour cela être « démagogiques », réussiront, selon la célèbre loi de la dialectique, *par des quantités ajoutées aux quantités à atteindre une autre qualité,* autrement dit : à supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme.

Réponse à l'ami LIME

L'ami Maurice Lime, dont nous saluons la collaboration, ne semble pas, malgré l'argumentation classique du syndicalisme révolutionnaire qui est la sienne, comprendre ce que nous avons voulu dire dans le bref commentaire auquel il répond. Dans l'abstraction du raisonnement, les choses devraient se produire comme il l'indique. Dans les faits, elles ne se produisent pas, et ne peuvent pas se produire. Pour deux raisons essentielles : d'une part, la solidarité internationale des travailleurs, et des organisations syndicales, reste lettre morte par manque d'esprit internationaliste non seulement des chefs, mais des masses syndiquées elles-mêmes ; d'autre part, parce que les lois, ou les faits économiques fondamentaux si l'on préfère, empêchent pratiquement qu'il en soit ainsi.

Car une des lacunes de la critique et de l'analyse syndicalistes (si l'on peut parler d'analyse) est la méconnaissance de ces faits, qui ne se limitent pas aux rapports des classes, des travailleurs et de leurs exploiteurs, du syndicalisme et du patronat. Avec cela et avant tout, il y a le potentiel économique de chaque nation, qui, qu'on le veuille ou non, est une réalité de fond, et le sera toujours dans quelque régime que ce soit.

Les conquêtes des travailleurs américains sont possibles non seulement parce qu'ils sont syndiqués et combatifs, mais plus encore parce que l'immense richesse naturelle des Etats-Unis permet de donner ou d'atteindre un standard de vie impossible dans un pays pauvre ou moins riche. Il est démagogique de prétendre niveler internationalement le standard de vie et que, par exemple, le peuple d'Espagne atteigne au niveau économique du peuple de France ou d'Allemgne ; démagogique de prétendre que les travailleurs des nations sud-américaines atteignent au niveau de vie du peuple nord-américain ou canadien ; que même le peuple de Bolivie puisse vivre aussi bien que celui du Venezuela. Nous pourrions multiplier les exemples. L'Italie et la Suède, le Japon et l'Australie...)

Toutes les grèves du monde ne peuvent donner ce que l'économie réelle, qui se base avant tout sur les ressources en matières premières et en énergie et sur les possibilités de l'agriculture, ne permettent pas de donner. La consommation de viande est de soixante kilos par habitant et par an en France ; de dix-huit kilos en Italie. Le syndicalisme révolutionnaire italien ne fera pas surgir des prairies abondantes dans les Appenins, ni doubler la production de blé à l'hectare où l'eau manque, où les terres sont épuisées. De plus, les possibilités de consommation sont forcément différentes dans un pays qui n'a que dix-huit habitants au kilomètre carré et celui qui en a trois cents — à égalité de ressources économiques, bien entendu.

Dans l'abstraction, on peut demander que les travailleurs de l'automobile, du bâtiment, des industries textiles, etc., réclament simultanément des augmentations de salaires. Le meilleur syndicalisme en est resté là. Dans les faits, le salaire et le degré de bien-être dépendent des possibilités économiques d'ensemble de chaque pays. Et les grèves qui peuvent sembler prometteuses ici ne le sont pas ailleurs, et ce qui peut être obtenu dans le cadre du capitalisme dans tel pays implique inévitablement que l'on « saute la barrière » du capitalisme dans tel autre. Et même, souvent, en la sautant, il n'est pas toujours possible d'atteindre les résultats rêvés (1).

Supposons, par exemple, que les travailleurs industriels italiens parviennent à arracher des augmentations de salaires qui les mettent à parité avec l'ensemble des travailleurs industriels français. La masse monétaire supplémentaire en circulation ne permettant pas d'acheter des biens de consommation inexistants, le résultat serait l'inflation en Italie, mais non en France. Avec l'inflation, l'augmentation du coût

---

(1) D'autre part, l'augmentation du prix de l'automobile retombe sur les acheteurs, qui sont, de plus en plus, des salariés. Il en est de même pour bien d'autres produits. C'est un problème dont il faudrait tenir compte.

de la vie, la dépréciation de la lire sur le marché international et, au bout, un déficit commercial ou un déséquilibre financier qui répercuteraient sur les conditions économiques des travailleurs italiens. Nous sommes en régime capitaliste, et les interférences de toute sorte qui jouent dans les rapports économiques ne permettent pas de se limiter au problème du salaire uniforme international...

Les récentes mesures protectionnistes — le 15 pour cent d'augmentation des droits de douane — prises par le gouvernement travailliste anglais prouvent que les choses ne sont pas si simples. En protégeant l'industrie anglaise contre la concurrence étrangère, et en violation de la tradition du libéralisme économique propre à l'Angleterre, les travaillistes ont cédé devant un impératif inéluctable. Les difficultés du Marché commun, qu'on ne pourra résoudre qu'à grand renfort de subventions directes ou indirectes, le prouvent aussi.

Un dernier mot sur le « syndicalisme constructif ». On peut, avec les mêmes mots, désigner des choses bien différentes. Au syndicalisme revendicatif qui ne prend pas de responsabilités, nous préférerions un syndicalisme qui entreprendrait de construire, même d'une façon très limitée, un ordre social nouveau. Qui, par exemple, avec les coopératives agricoles, se mettrait à constituer des coopératives industrielles, comme le projetaient les pionniers de Rochdale et l'école coopératiste de Nîmes. Ou qui, comme nous l'avons demandé dans cette revue depuis longtemps — et ailleurs, avec d'autres camarades — organiserait le « circuit direct », du producteur au consommateur, faisant ainsi une partie de transformation sociale. Ce serait beaucoup plus efficace et beaucoup plus courageux. Car le syndicalisme revendicationniste sert par trop à dissimuler la peur des responsabilités et le manque de courage d'un prolétariat et d'organisations syndicales qui préfèrent ne pas sortir du cadre capitaliste plutôt que de prendre des risques et d'assumer les tâches qui devraient être les leurs.

CONFERENCE SUR BAKOUNINE

Le samedi 19 décembre, à 20 h 45, aura lieu à la Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, métro Odéon, salle de l'Amphithéâtre de Géologie, une conférence dont le sujet sera : BAKOUNINE, SA VIE, SON ŒUVRE, SON INFLUENCE. Cette conférence sera faite par Gaston Leval. Nous espérons que nos amis feront leur possible pour y assister.

A LOS CAMPANEROS ESPANOLES

Ruego a los compañeros españoles suscritos a esta revista, y que están atrasados en el pago de su suscripción, hacer un esfuerzo para responder a nuestro llamamiento. Más aún, para participar al esfuerzo suplementario que requiere la difícil situación en que nos hallamos. Si cada uno no hace lo que debe, administrativamente considerado, no será posible continuar nuestra publicación. Los pormenores dados en primera plana lo demuestran. Leedlos atentamente.

Contamos con la comprensión y la buena voluntad de todos. — G. L.

L'OBJECTIVITÉ FACE AU "SURNATUREL"

(Ni déisme, ni agnosticisme, ni athéisme)

Marcel BOLL

NI DEISME, NI AGNOSTICISME, NI ATHEISME

C'est une tâche ingrate que de faire part des bases du savoir — donc des raisons ultimes de la civilisation technicienne — à un large public : comment ne réagirait-il pas, en se servant de ce qu'il possède de mieux, le bon sens quotidien ? Et ce bon sens lui souffle l'une des deux raisons hâtives : « ce sont des banalités » (s'il est instruit) ou « ce sont des casse-tête chinois » (s'il l'est peu). Conséquence fatale : le langage, tant littéraire que commun, suffit tout juste aux échanges mutuels d'impressions ; il est impropre à la pensée, qui, pour être **précise** et **décisive**, recourt à des symboles opératoires (1), du genre de ceux des mathématiciens. Force est ainsi de se contenter ici d'une traduction défectueuse.

Le mathématicien Arnaud Denjoy, visant ce domaine privilégié de la rectitude, qui est le sien, a pu écrire : « Depuis des siècles et sans même se douter de ses erreurs, l'esprit humain, spontanément, raisonne de travers. » Aussitôt, le bon sens va ricaner, en me lançant un « Et toi ? » péremptoire. Cet « Et toi ? » je le récuse, en faveur d'un « Et vous ? », étant le simple porte-parole d'une cohorte, qui, depuis 1920, s'est occupée des retentissements de la science fondamentale (bien entendu, en respectant, dans le bon sens, le peu qui y est fortuitement irréprochable), d'où les applications aux problèmes humains, où se situent la psychochirurgie (pour l'« âme ») et les cerveaux électroniques (pour l'« esprit »). Cohorte rassemblant une cinquantaine de personnalités éparpillées dans le monde, parmi lesquelles ne figure aucune des « célébrités » dont « on » parle. Ces derniers étant bien incapables d'énoncer cet axiome liminaire (1951) : « Ce n'est pas par nature qu'un sujet d'étude est ou n'est pas scientifique, mais seulement par la manière de l'envisager » (André Daujon, directeur honoraire de l'observatoire de Paris). La fiction : Dieu et la croyance, en général, sont des « sujets d'étude »... L'homme moyen, même libre penseur, ne soupçonne pas qu'ils puissent être « scientifiques ».

*
* *

Deux vérités préalables à rappeler :

A. CE QUE NOUS SOMMES. Nous sommes triples (trois en un !). Par notre corps global, nous sommes un constituant de l'ambiance. Par notre système vago-sympathique (par notre caractère, notre affectivité, notre « âme »), nous sommes une émanation d'intentions. Enfin — particularité de l'espèce humaine — par notre cerveau (notre intelligence, notre « esprit »), nous sommes un centre de perspective : c'est par lui que les penseurs, au cours des siècles et en collant au concret, **CONSTRUISENT** le réel.

B. DISCRIMINATION DU CONCRET ET DU REEL. Le concret, c'est l'apparence ou, si l'on préfère, la perception de l'ambiance, l'interaction du corps propre et de ce qui l'entoure, mais nullement une puérile prise de possession « du monde comme il est ». C'est dans le concret que restent confinés les animaux et la quasi-unanimité des êtres humains (depuis le lampiste jusqu'à Paul VI, Brejnev, Johnson, De Gaulle...). Le réel est tout autre chose, et non « ce qu'un vain peuple pense » : en gros, c'est ce que l'intelligence insère entre le début et la fin d'un réflexe (mettons : la brusque contraction d'un muscle au bruit d'un pneu qui éclate).

L'objectif de la science est de constater les faits, de les inventorier, de les classer (en les rattachant à des lois aussi précises que possible) et de les expliquer, c'est-à-dire de les ramener à des vérités générales, prises comme points de départ (axiomes, principes, théories) et non démenties par l'expérimentation. En résumé, l'objet de la science est la **CONSTRUCTION DU REEL.**

Le réel est donc la totalité des relations que l'on a découvertes jusqu'à aujourd'hui. Il s'ensuit que le réel est sous la dépendance de la chronologie : notre réel est beaucoup plus riche que celui de Galilée et beaucoup plus pauvre que ce qu'il sera en l'an 2000. Exemples typiques du **REEL-1964** : l'inertie de l'énergie, l'acide désoxyribonucléique, la cybernétique. Ce qui suggère deux remarques : a) Ces aspects du **REEL-1964** ne pouvaient être prévus par aucun des spécialistes du **REEL-1900** : avis aux amateurs qui, sans qualification, rêvent au réel de demain ! b) Le réel échappe au **bon sens** (de l'homme moyen, des chrétiens, des mécréants, des communistes)... Le matérialisme dialectique a échoué à la porte de la science fondamentale — qui avait passé par-dessus la tête du trio Marx-Engels-Lénine — devant l'hermétisme de laquelle il n'a plus qu'à se taire et qui, sans intrus, poursuivit l'impulsion imprimée par les Lomonosof, les Lobatchevsky, les Lenz, les Mendéléieff, les Cantor, les Pavlov..., tous oubliés dans la propagande du Politburo.

Ainsi donc, le concret, c'est l'ambiance perçue, plus brièvement, l'apparence. Le réel, c'est l'univers inventé : exister, c'est faire partie du réel, c'est être compris. Autrement dit : réel, univers, science, pensée, objectivité, cohérence... sont des mots qui, à des nuances près, sont synonymes. Tous les progrès de notre siècle en témoignent : l'univers « hostile à toute forme de vie » n'a que faire de notre vision ou de notre audition. Sa structure consiste en périodicités, propagations, impédances, symétries, mutations... ; il est fait d'invisible, inaudible, intangible, etc. Et de ce réel inédit, logico-mathématique, naquirent les techniques concrètes (2).

Voilà ce qu'il est inluctable de... digérer pour juger dans cette « querelle de l'athéisme » que Léon Brunschvicg avait abordée en 1928 (3).

*
* *

Ne mentionnons que pour mémoire l'outillage mental, qu'on doit obligatoirement dominer, sous peine de choir dans le travers signalé ci-desus avec Arnaud Denjoy. Il s'agit de la logique symbolique (4) : la France est le seul pays notable où une prétendue logique stagne à la faculté des Lettres ; et les étudiants en sciences (universités et grandes écoles) en demeurent vierges, sauf à la Sorbonne depuis la dernière decennie : c'est dire qu'à ce point de vue les autodidactes n'ont guère à leur envier... Pour qui n'a pas

---

(1) Voir notre article « La logique, science de base », dans *Défense de l'homme*, n° 184, de février 1964, et « La logique à l'Académie des Sciences », par Mystag, dans *Défense de l'homme*, n° 188 de juin 1964.

(2) *Les Etapes de la connaissance*, par Marcel Boll et Jean-Claude Pagès, Hermann et Cie, éditeurs, 1953.

(3) *De la Vraie et de la Fausse conversion* suivi de *La Querelle de l'Athéisme*, par Léon Brunschvicg, Presses Universitaires de France, éditeurs, 1950.

(4) *La Science et la métaphysique devant l'analyse logique du langage*, par Rudolf Carnap (introduction de Marcel Boll), Hermann et Cie, éditeurs, 1935.

étudié la logique symbolique, un seul palliatif se présente — qui ne saurait être tenu pour humiliant que par un cerveau en friche — Auguste Comte y avait fait explicitement allusion : la « foi véritable ». Je passe donc sur les notions utilisées, comme les cercles d'Euler, pour vous dire de retenir que les petits mots ET, OU, PAS, dont les grammairiens ne peuvent rien nous dire de correct, sont des transcriptions de calcul logique.

*
* *

Voici les cinq solutions (pas une de plus, pas une de moins) du problème dit « de l'existence de Dieu », dont les quatre premières ressortissent à la mentalité préscientifique.

1° LA SOLUTION ABSURDE : « Dieu ET pas-dieu ». Elle est rejetée même par le bon sens (mais il faut être complet !).

2° LA SOLUTION DEISTE : « dieu ». Bertrand Russell raille l'argutie des théologiens gnostiques du IIe siècle, pour qui ce fut Satan qui « créa » le monde, à un moment où Dieu « était distrait », et, depuis 1925, il nous adjure d'oublier les trémoussements de fantômes, colportés contradictoirement il y a des siècles par des ignares. La fiction-Dieu n'a jamais « expliqué » que des « faits faux » : la création, légende ruinée par l'inertie de l'énergie, ou la chiquenaude initiale, qui n'est que gazouillis d'enfants de chœur, obnubilés par le concret de leurs propres gesticulations. La fiction-Dieu a irrémédiablement buté contre la présence du mal (cataclysmes, infirmités, angoisses...) dans l'ambiance.

3° LA SOLUTION ATHEISTE : « pas dieu ». Nous constaterons son irrecevabilité en 5°.

4° LA SOLUTION AGNOSTIQUE : « dieu OU pas-dieu ». Elle évoque le chantre des syllabes sonores, non pas le Victor Hugo, qui écrivit : « Ne commettez pas la sottise de confier vos enfants à des prêtres ! » (phrase qui ne figure pas, et pour cause, sur les billets de 5 NF), mais l'Hugo (1859) des trois hémistiches : « Ces choses-là sont rudes, il faut pour les comprendre avoir fait ses études. » La mentalité attentiste trahit une méfiance gratuite contre la valeur de l'intelligence, voire la révolte d'un vieux tréfonds mystique, resté savoureux : elle fait bon marché de la science, qui, selon le philosophe Robert Blanché (1949), est « l'ensemble des méthodes qui permettent une connaissance toujours plus objective, c'est-à-dire dépouillée de l'anthropomorphisme (impulsif) et valable pour n'importe quel esprit, même s'il disposait d'autres moyens de perception et de représentation ». Supposer, pour ne pas « se mouiller », qu'un jour viendra où l'on tranchera entre ce qui précède et suit ce OU revient strictement au même que d'espérer qu'un dessinateur de l'avenir sera astucieux pour tracer un quadroïde (un carre rond).

5° LA SOLUTION COHERENTE : « dieu = non-sens ». Parmi ceux qui l'ont clarifiée ou adoptée : Bertrand Russell, Rudolf Carnap (4), Hans Reichenbach, Raymond Polin, Alfred-Jules Ayer (5) (et aussi Prosper Alfaric, Albert Einstein, ainsi que d'autres de mes collègues membres d'honneur de la Rationalist Press Association, de Londres). Un non-sens est un objet (ou une collection d'objets) dont la définition est inconséquente dans les termes (une partie de la définition en exclut une autre). On a parfaitement le droit d'appeler « quadroïde » le contour plan que constituent quatre droites égales perpendiculaires deux-à-deux et dont tous les points sont équidistants d'un point extérieur à distance finie ; mais le quadroïde est irréel, impensable, oiseux en tant que fondement : il n'y a que les croyants qui, depuis Tertullien, s'imaginent « tout » expliquer par l'incompréhensible : un créateur omniprésent-omnipotent-omniscient-infiniment bon (une avalanche de contre-mots, comme disait Anatole France).

Insistons sur ce fait que la solution cohérente (5°) est essentiellement distincte de la solution athéiste (3°). Afin de s'en rendre compte, il suffit de comparer les deux phrases : « Súr la Terre, il n'y a pas de crayon égoïste » (ou de quadroïde» ; « Sur la Terre, il n'y a pas de mammouths. » La première, qui s'apparente à 5°, est formellement juste (de même, nul chimiste ne s'embarrassera de prouver, par des essais de laboratoire, que les deux corps purs, acide nitrique et acide azotique, sont interchangeables !). La deuxième phrase est l'analogue de l'athéisme : l'absence de mammouths est le résultat d'explorations zoologiques et, en soutenant : « il n'y a pas de dieu », l'athée sous-entend qu'on y a été voir expérimentalement, comme si jamais il avait pu y en avoir un ! Le « matérialisme athée » prend le contrepied de cette fillette de dix ans qui, toute seule, avait retrouvé cette nouvelle « preuve » sensationnelle : « Il faut bien que Dieu existe, puisque Il a un nom. »

*
* *

Le maniement, assez délicat, du non-sens n'en est pas moins fructueux : dans les cas complexes, en mathématiques notamment, il convient de présumer au départ qu'une expression examinée peut, ou non, être un non-sens (encore un défi au bon sens !) : la démonstration subséquente en décidera.

J'exhorte ceux qui ne seraient pas persuadés (par carence de critère ou par incontinence du bon sens, lequel renâcle automatiquement à la « foi vérifiable ») à admettre qu'il est désastreux de mal poser les problèmes et de se précipiter sur des solutions boiteuses. Qu'ils réfléchissent plutôt à la façon dont la logique scientifique prend la relève d'une métaphysique qui, durant deux ou trois millénaires, y perdait son latin ! L'élite sera écrasée par la civilisation technicienne tant que ses préjugés feront fi de la cohérence (cohérence interne de la pensée), la seule harmonie concevable avec laquelle collabore éventuellement la rigoureuse objectivité (cohérence externe de l'expérimentation). Les couplets lyriques sur la raison, ou la paix, ou le supplément d'âme) sont aussi stériles que le serait une thérapeutique qui se satisferait d'hymnes à la santé. Séduction vétuste et fallacieuse du pouvoir magique des mots ! Notre attitude est répréhensiblement étiquetée « rationalisme » (substantif reconnu amphibologique) ; c'est, à proprement parler, le scientisme : l'extension toute récente de la cohérence à l'étude des trois aspects de l'homme.

Quant aux savants contemporains, qui persistent à s'attarder dans une théologie consolationniste, en priant ce que Russell nomme « le grand frère qui s'occupera spécialement de lui », la logique est, pour eux, de l'hébreu, ou bien ils la repoussent sardoniquement, au nom de la tyrannie d'un « sens intime » qui n'est qu'une subjugation du jugement par l'affectivité. Ils vérifient une loi psychologique des temps présents selon laquelle personne ne peut être à la fois : sincère-équilibré-cohérent-déiste. Cette « imperfection » est le salutaire « péché originel », que les clergés se gardent bien de signaler : il s'ensuivrait que les incrédules sont les bienheureux et que les fidèles sont les damnés, ainsi que le soulignent la quiétude d'un Pierre Curie (pondération altruiste) et l'anxiété d'un Blaise Pascal (égarement égocentrique). Rares sont ceux qui, comme Einstein (**Le Monde** du 30 mai 1951), sont parvenus à se convaincre qu'infecter par un non-sens le réel, c'est, logiquement parlant, proférer une ineptie. Une ineptie qui suscite la légitime suspicion en d'autres comportements (recherche, patronat, politique...) à l'égard de l'esprit faible, qui s'en est rendu coupable.

---

(5) *Langage, Vérité et Logique*, Par Alfred-Jules Ayer, Flammarion, éditeur, 1956.

GEORG NICOLAI N'EST PLUS

C'est une très grande figure de combat pour le progrès social et de l'espèce humaine qui vient de disparaître, à Santiago du Chili. Georg Nicolaï avait quatre-vingt-neuf ans, mais il nous était connu depuis la Première Guerre mondiale grâce à une plaquette que Romain Rolland avait fait paraître à son sujet sur son attitude pendant la guerre et sur son livre magistral *Biologie de la Guerre*.

En effet, professeur à l'université de Berlin, médecin personnel de l'impératrice d'Allemagne, Nicolaï commença, dès l'éclatement du conflit, un cours magistral sur et contre la guerre. Cela lui valut d'être réprimandé d'abord, puis, comme il persistait, envoyé au front de l'Est. De retour à Berlin, il reprit son cours. Il fut alors emprisonné, et dans la forteresse où on l'enferma, il écrivit le livre que Romain Rolland devait nous révéler. Ensuite, avec l'aide et la complicité de militaires allemands, il s'évada en emportant son manuscrit, et fut transporté en avion jusqu'en Hollande. L'Allemagne lui étant fermée, il partit en Amérique du Sud. C'est là que je devais le connaître, à Rosario de Santa Fe, où nous fûmes amis, ou, professeur dans l'enseignement secondaire, je pris part, avec des professeurs amis à la campagne publique que nous menâmes pour obtenir que Nicolaï fût admis comme enseignant en cardiologie, à la faculté de médecine ou à la faculté des sciences économiques, comme professeur de sociologie.

Notre combat fut inutile, le bloc des médiocrités et des arrivistes demeurant intact, mais Nicolaï n'en poursuivait pas moins son œuvre, donnant des cours magistraux, écrivant des livres denses de connaissances et de culture, remuant des idées, sondant tous les problèmes, suscitant l'inquiétude intellectuelle sans laquelle les hommes ne sont que des larves, heurtant de front les « señores profesores » bigots de l'université de Cordoba, enthousiasmant le meilleur des étudiants libéraux d'autres villes argentines et les auditoires généreux de Montevideo.

Puis il partit au Chili, où il continua son œuvre d'émancipateur intellectuel, d'animateur admiré par les uns, haï par les autres, débordant toujours d'érudition scientifique, historique, philosophique, sociologique au sens le plus complet de la sociologie, appuyant tous les efforts pour l'émancipation spirituelle, intellectuelle, matérielle des peuples et des individus.

Son œuvre et son activité auraient sans nul doute eu plus de répercussion en Europe, mais il faut aussi dans cette lointaine partie du monde, des défricheurs qui se donnent, quittes à récolter bien peu. Le seul fait que l'université de Santiago du Chili ait mis son drapeau en berne à l'annonce de la mort de cette grande personnalité en est une preuve.

G. L.

« LA PRESSE QUOTIDIENNE »

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs et de notre ami Faucier de ne pas, faute de place et de temps, donner dans ce numéro un compte rendu de cet excellent livre. Nous le ferons dans notre prochain numéro.

ESPOIR ET MÉFIANCE

Jean MEYSONNIER

« — ... Mais ils sont vraiment religieux tes parents ?

— Un mariage civil les embarrasserait. Or, je ne vois aucune raison de les embarrasser.

— C'est effrayant.

— Quoi effrayant ?

— Alors, si tu as des enfants, ils se marieront à l'église pour ne pas t'embarrasser ? Et comme ça le trac continue jusqu'à la fin des temps ; Dieu, personne ne sait plus qui c'est, mais le truc continue. Et tu ne trouves pas ça effrayant ? »

Christiane ROCHEFORT.
(Les Stances à Sophie.)

L'article « Recul », publié dans ces colonnes il y a quelques mois, les réactions qu'il a suscitées et les réponses à ces réactions nous semblent revêtir une telle importance que nous nous permettons de revenir sur le problème. Notre situation d'instituteur en milieu rural nous a permis d'observer quelques réalités que peuvent méconnaître des camarades ne vivant pas habituellement en province. Nous nous en voudrions de ne pas les faire profiter de notre bien modeste expérience. Il est bien entendu évident que nous n'avons nullement la vaine prétention d'apporter au débat ouvert par « Recul » une conclusion définitive. Y a-t-il actuellement une diminution du sentiment religieux ? Que devons-nous penser de l'attitude « libérale » de certains athées ? Comment se manifeste l'influence de l'Eglise ? Voilà des questions trop importantes et complexes pour être un jour « épuisées ».

Assiste-t-on actuellement à une régression du sentiment religieux ? Les résultats d'une enquête sur le comportement religieux des jeunes Français de 18 à 30 ans, enquête procédée il y a quelques années par l'Institut Français d'Opinion Publique pour *La Vie Catholique Illustrée* semblerait le montrer. 88 % des jeunes interrogés signalent comme important : se faire une situation ; 52 % : avancer le progrès matériel du monde et 48 % seulement : préparer sa vie éternelle. Les problèmes religieux soulèvent peu de discussions enthousiastes, surtout dans les campagnes. On note que 27 % seulement des jeunes répondant à l'enquête s'intéressent vraiment à ces questions et en parlent volontiers. Signalons encore que si 73 % croient en l'existence de Dieu, il n'y en a que 38 % qui admettent le triptyque : Paradis, Purgatoire, Enfer.

Mais que les libre-penseurs ne crient pas tout de suite victoire ! En fait, le sentiment religieux se modifie peut-être plus qu'il ne diminue. Commentant les résultats de l'enquête en question dans un hebdomadaire catholique et monarchiste, le journaliste Philippe Ariès pouvait écrire (1) : « Tout se passe comme si le sentiment religieux se désacralisait et se socialisait. La religion est de moins en moins considérée dans ses relations avec le mystère, la transcendance. Elle est un moyen supérieur de soulager dans le présent la misère et la souffrance humaines. Car la « nouvelle vague », indifférente aux idéologies, aux métaphysiques, aux dogmes, a le sens très vif de la solidarité humaine, dans un monde dur (sans d'ailleurs qu'il existe une volonté révolutionnaire). »

Si les aspects métaphysiques et es-chatologiques de la foi préoccupent moins les catholiques d'aujourd'hui que ceux des générations antérieures, il n'en est pas moins vrai qu'une certaine *attitude* catholique demeure vivace et qu'il est même permis de se demander si elle ne progresse pas. Le mariage à l'église, le baptême et la communion des enfants, les funérailles religieuses sont devenus des lois quasi générales que ne transgressent que quelques irréductibles athées — ceux que l'on dit « sectaires » — la plupart des non-croyants n'hésitant guère à se conduire en maintes circonstances comme s'ils avaient la foi.

*
* *

L'auteur de « Recul » pense que les gens agissent ainsi parce que cela est à la mode ou fait « distingué ». Quant à nous, nous verrions l'origine de leur comportement déconcertant bien plus dans la peur du scandale que dans le désir de « faire bien ». S'efforcer de suivre la mode, c'est demeurer à l'affût des nouveautés, c'est vouloir se conduire autrement que les générations précédentes, c'est même souvent vouloir plus ou moins secrètement les choquer. Or, les jeunes gens dont nous parlons ne se livrent guère à des pratiques pour eux vides de toute signification que pour ne pas mécontenter leurs parents, leurs beaux-parents et leurs vieilles tantes pieuses qui considéreraient leur famille comme déshonorée par un mariage civil.

Un libre-penseur épouse religieusement une jeune fille catholique. Peut-il espérer s'engager ainsi dans un chemin qui le conduira peu à peu à délivrer « un être réel » qu'il aime de croyances qu'il ne partage pas ? Nous ne sommes pas à ce sujet de l'avis du camarade André Niel. Nous craignons au contraire que la jeune femme croyante, sachant son compagnon athée, ne voie dans sa concession une raison supplémentaire de renforcer sa foi et d'espérer pouvoir amener plus tard son mari à adopter non plus seulement une attitude religieuse, mais l'idéologie même qu'il rejette encore. Paul Bourget disait en substance qu'à force de ne plus vivre comme on pense, on finit par penser comme on a vécu. Dans le cas que nous analysons, celui qui cédera finalement, ce sera celui qui aura commencé par modifier son comportement, en l'occurrence notre soi-disant libre penseur.

Car si celle qu'il a épousée est vraiment une croyante sincère, elle ne peut voir de philosophie et de morale valables hors de la religion. Il ne s'agit pas de problème secondaire (comprenons ce que peut signifier et impliquer croire à une vie éternelle) et ces « passions idéologiques » qu'André Niel voudrait voir reléguées au second plan revêtant au contraire une importance capitale. Le nouveau foyer sera-t-il alors un centre d'incessantes querelles (querelles d'un niveau supérieur, mais querelles tout de même) ? Nous ne pensons pas qu'un véritable amour puisse se développer dans de telles conditions. Ajoutons aussi que les enfants seraient d'une manière ou d'une autre les innocentes victimes de la situation.

En tout cas, que ce soit par veulerie ou par « générosité », un fort grand nombre de libres penseurs abandonne la lutte, alors que leurs adversaires la poursuivent plus insidieusement que jamais. Les plus militants d'entre eux — surtout dans les campagnes — ne sont pas toujours les prêtres. Dans les milieux ruraux, la « propagande » serait plutôt effectuée par les personnes pieuses qui s'occupent de la paroisse, souvent de vieilles dames ou de vieilles demoiselles qui assurent en particulier une partie (parfois même la totalité) des cours de catéchisme. L'Eglise assure aussi plus ou moins directement l'organisation et le contrôle des associations de jeunes et beaucoup de municipalités présentent un caractère nettement clérical.

Il faut également noter le rôle joué par certains petits industriels campagnards. En effet, il arrive parfois (nous avons pu le constater dans la région lyonnaise), que dans la recherche d'un emploi, les demandeurs non-catholiques soient défavorisés par rapport aux « bien-pensants ». Si l'on veut être bien noté dans les entreprises en question, il est recommandé d'assister aux messes dominicales et de faire inscrire ses enfants dans une école confessionnelle. Car l'enseignement dit libre n'est pas mort ! Au 1er janvier 1962, 16,3 % des enfants de 13 ans fréquentaient des écoles privées et il existe, non seulement en Vendée ou en Bretagne, mais aussi dans le Rhône, des communes où une quinzaine d'élèves vont à l'école laïque et une centaine à l'école privée, et même des villages dépourvus d'école laïque.

L'Etat gaulliste encourage l'enseignement confessionnel. Il exige 35 élèves par classe pour l'ouverture d'une nouvelle classe dans une de ses propres écoles, mais accorde des contrats pour des classes de l'enseignement privé ayant un effectif de moins de 20 élèves. Ajoutons que le ramassage scolaire est une arme puissante pour les cléricaux. Comme le remarquait récemment Jérôme Gauthier (2) : « à présent, même plus besoin de recruter. On se contente de RAMASSER. Le coup est régulier, et il est imparable ». Certes, dans la région où nous demeurons (à une vingtaine de kilomètres de Lyon), nous assistons au dépérissement de certaines écoles privées, parfois même à leur disparition, mais nous remarquons aussi que les autocars de ramassage scolaire qui la sillonnent transportent principalement des enfants se rendant dans les florissants établissements confessionnels d'un chef-lieu de canton.

Il est donc inutile de se leurrer : l'influence de l'Eglise est loin d'être en nette diminution. Devons-nous pour autant nous estimer définitivement écrasés par le cléricalisme ? Nous ne le pensons nullement, car l'Eglise se heurte à de graves difficultés et son évolution plus ou moins sincère dans un sens « libéral » apparaîtrait comme une marque de faiblesse autant que comme une arme si beaucoup d'athées n'adoptaient pas une attitude de démission. Ainsi, la C.F.T.C. abandonne bruyamment son *étiquette* chrétienne. Cela devrait être pour nous une incitation à mieux combattre et à nous méfier, car elle espère ainsi élargir son champ d'action ; mais également une raison d'espérer, car cette décision traduit un désarroi profond, le cléricalisme se montrant dans l'obligation de camoufler son jeu pour recruter davantage. Bref, la « victoire » du catholicisme semble être faite plus de nos faiblesses que de sa propre force. C'est à nous, libres penseurs conscients et conséquents, qu'il appartient de renverser la situation.

---

(1) Philippe Ariès : « Le sentiment religieux dans la jeunesse » (*La Nation française*, 11 février 1958).

(2) Jérôme Gauthier : « La lumière qui s'éteint » (*Le Canard enchaîné*, 7 octobre 1964).

CE QUI SÉPARE, CE QUI RAPPROCHE

Gaston LEVAL

Nous savons trop que les étiquettes, même la nôtre, ne signifient pas grand-chose, et que, pour la défense de la liberté humaine, il est vain de se réclamer des idéaux les plus nobles et des théories les plus sublimes si le comportement des hommes ne correspond pas aux définitions de principe qu'ils exposent à tout bout de champ. Cela, au contraire, est plus dangereux qu'une autorité franchement appliquée, car au moins l'on sait à quoi s'en tenir, tandis que l'autorité « de fait » pratiquée, comme cela arrive souvent, au nom de l'antiautoritarisme, est infiniment plus difficile à combattre, tout comme l'immoralité pratiquée au nom de l'éthique.

Dans la pratique, ceux qui font figure de la plus grande intransigeance, toujours verbale, sont généralement le plus en contradiction avec les idées dont ils se réclament. Car, en l'absence d'une certaine tolérance, d'une certaine compréhension, d'un certain souci d'honnêteté, d'une certaine volonté de savoir, apparaît l'intolérance, et qu'elle se manifeste au nom de la liberté ou non, l'intolérance est toujours liberticide, despotique et agressive. Qui considère comme ennemi ceux qui ne pensent pas exactement comme lui, qui considère que toute pensée différente de la sienne devrait être bannie par force, tombe dans le totalitarisme, même au nom des idées libertaires, ou anarchistes.

« Mon frère, tu ne penses pas comme moi, sois le bienvenu, je vais apprendre quelque chose » écrivait Saint-Exupéry. Seul cet esprit peut créer une véritable civilisation. Cela n'empêche ni la confrontation, ni le choc des idées.

Certaines leçons de l'histoire devraient être présentes à notre esprit. Elles nous montrent que le plus souvent les hommes qui se sont entremassacrés au nom des religions, des doctrines, des parties, auraient pu l'éviter s'ils avaient su et voulu commencer par se comprendre et se connaître vraiment. Mais il a suffi que les démagogues, les déclamateurs, les fanatiques de toute sorte jettent l'anathème, lancent des accusations, affirment et proclament la félonie, souvent inexistante, de ceux qui ne pensaient pas comme eux, pour que les haines naissent, les hostilités éclatent, les massacres se produisent, avec les déchirements irrémédiables qui ont ensanglanté les nations et les siècles.

Nous ne nierons pas qu'il est des êtres, des mouvements, des partis contre lesquels on ne sera jamais assez sur ses gardes, qu'il faut combattre même, en prenant soin toutefois de ne pas se tromper. Mais cela ne doit pas servir de prétexte pour appliquer la même règle à tous les êtres, à tous les mouvements, à tous les partis qui défendent des points de vue, des doctrines, des buts différents des nôtres. Ni nous faire rejeter à cent pour cent les idées de ceux qui ne sont en désaccord avec nous qu'à dix, vingt-cinq ou cinquante pour cent.

Par exemple, devant le problème de la croyance, nous ne pensons plus que tout croyant soit fatalement un adversaire en ce qui concerne tous les problèmes humains et sociaux. Il est des chrétiens, de plus en plus nombreux, qui refusent la loi de l'Etat et du gouvernement des hommes au nom du Christ et de la loi du Christ. C'est leur droit. Il est des catholiques qui combattent l'exploitation de l'homme par l'homme, l'inégalité sociale. Et que nous importe que celui qui admet la disparition des injustices séculaires croie en Dieu ou n'y croie pas, aille prier à l'église ou n'y aille pas, du moment qu'il ne prétend pas nous imposer sa croyance ? L'essentiel n'est-il pas ce que nous faisons sur cette terre, le comportement pratique des hommes entre eux, leur esprit fraternel vérifié dans les actes ?

La dialectique habile, qui peut tout renverser, tout déformer, rendre blanc ce qui est noir, et noir ce qui est blanc, pourra s'efforcer de démontrer que la religion en soi implique l'exploitation de l'homme par l'homme, et l'injustice sociale que nous combattons par-dessus tout. Mais si les faits prouvent qu'il n'en est pas ainsi ? La secte tolstoïenne et chrétienne des Duckhobors n'était-elle pas essentiellement libertaire ? Tolstoï n'était-il pas an-archiste au nom du christianisme ? N'y a-t-il pas aujourd'hui, au Paraguay, une vaste colonie communiste chrétienne non autoritaire qui pourrait servir d'exemple pour la création de colonies nouvelles ? De nombreux kibbouzim palestiniens ne sont-ils pas l'œuvre de croyants ? D'autres colonies n'ont-elles pas su vivre, et survivre, malgré les persécutions ou les difficultés ambiantes, grâce à la discipline avant tout morale qu'assurait leur caractère religieux ?

Voltaire déjà vantait, avec raison, les caractéristiques éthiques et humaines (a-gouvernementales ajouterons-nous), l'esprit égalitaire et fraternel des Quakers dont l'œuvre extérieure mérite si souvent l'admiration. Et si nous remontons au Moyen Age, nous constatons que tous les mouvements insurrectionnels, toutes les révolutions paysannes — révolte des Jacques en France, Guerre des Paysans en Allemagne, révolution hussite et des Frères moraves en Bohème, luttes des serfs qu'inspira indirectement Wicleff, le grand réformateur religieux, en Angleterre ont eu pour emblème le Christ.

Aujourd'hui, le problème de notre comportement envers les croyants ne se pose plus dans les termes où il se posait au siècle dernier. A cette époque, leur esprit était totalitaire, comme il l'est encore trop chez les israélites, les mahométans, et, reconnaissons-le, bien des catholiques dans certains pays. Dans ces conditions, la lutte pour la liberté de ne pas croire était et demeure une nécessité. Mais nous ne devons pas substituer la dictature des athées à la dictature religieuse.

Nous l'avons déjà écrit dans certaine occasion : parce que nous sommes libertaires, nous défendons la liberté de croire pour qui en éprouve le besoin. Cela ne nous empêche nullement de discuter le bien-fondé de sa croyance, ni moins encore de résister s'il prétend nous l'imposer. Mais lorsque, grâce au progrès moral auquel les libres penseurs ont largement contribué, le croyant respecte mon athéisme, je dois, sous risque de tyrannie, respecter son déisme. Tel est le comportement de l'homme qui mérite d'être appelé civilisé.

Les grands problèmes qui se posent aujourd'hui et pour nous sont ceux de l'égalité économique, de la justice sociale, de la disparition de la tyrannie et de l'oppression politique, du remplacement de l'Etat et du gouvernement des hommes par la coordination organique des activités sociales qui concourent à la vie humaine sur la terre. Que ceux qui acceptent de le faire croient en Dieu ou n'y croient pas, est secondaire. Hitler ni Staline n'y croyaient pas (bien que le premier l'invoquait dans ses discours), ni Napoléon, ni Gengis-Khan. Cela ne les empêchait pas d'être des monstres et d'abominables tyrans. Par contre, Bolivar y croyait, et Lincoln, et Voltaire et Pasteur, et tant d'autres qui ont servi la cause de la liberté, ou de la science, et de l'humanité.

Tout cela nous prouve que l'on ne peut classer uniformément et pour toujours tels ou tels individus, porteurs de telles ou telles étiquettes, et que c'est une erreur et une faute grave que de s'en tenir à ce que disaient nos pères et nos grands-pères quand il s'agit de déterminer notre attitude envers les autres.

*
* *

Nous nous sommes étendu longuement en ce qui concernait le secteur des croyants où coexistent tant de différences et de tendances. Et nous l'avons fait parce qu'il s'agit de ce que nous pouvons appeler le cas extrême. Mais nous pourrions en trouver d'autres. Prenons celui du socialisme traditionnel.

Les luttes entre Proudhon et les partisans du socialisme d'Etat, et celles qui suivirent, entre Bakounine et ses amis d'une part, Marx-Engels et leurs amis de l'autre, nous offrent à ce propos bien des sujets de méditation. C'est dans et par ses attaques furibondes contre Louis Blanc, Considérant, Pierre Leroux, et toute l'école socialiste étatiste que Proudhon a le mieux précisé sa pensée antiétatique. De ce point de vue, l'exposé de ses opinions, que nous partageons essentiellement, nous semble, rétrospectivement, de la plus haute utilité. Mais lorsque, mû par l'esprit de justice et de vérité, qui doit toujours être le nôtre, nous relisons notre grand penseur, et ce que voulaient exactement ceux qu'il attaqua avec tant d'éloquence et de vigueur, nous nous demandons si la dialectique effrénée n'a pas déformé une bonne partie des faits, et aggravé les différences.

D'abord, il faut comprendre ce que Louis Blanc entendait par Etat. Proudhon comprenait très bien qu'une fois la machine économique étatique en place, elle conduirait, si elle réussissait, beaucoup plus loin que ne pensaient les réformateurs à la fois démocrates et autoritaires, qui n'avaient nullement l'intention d'être liberticides. Ses connaissances d'histoire et un sûr instinct divinatoire le guidaient. Mais ses attaques à l'étatisme n'étaient faites que de coups de boutoir plus ou moins sporadiques qui pouvaient ne pas convaincre qui ne les lisait qu'à mesure de leur apparition. Il a manqué à ce sujet, dans l'œuvre proudhonienne, un travail systématique, coordonné, méthodique et cohérent qui eût été plus démonstratif et convaincant.

Louis Blanc était-il du reste un étatiste forcené ? Nous ne le croyons pas. Il préconisait le démarrage des *ateliers sociaux* avec la participation de l'Etat, car les travailleurs ne disposaient pas des moyens financiers nécessaires pour démarrer par leurs propres et seules forces. En conséquence, il prévoyait aussi que « Dans la première année qui suivrait l'établissement des ateliers

sociaux l'*Etat réglerait la hiérarchie des fonctionnaires* ». Après cette première année, il n'en serait plus de même : « Les travailleurs ayant eu le temps de s'apprécier l'un l'autre, et tous étant également intéressés, comme on va en juger, au succès de l'association, la hiérarchie sortirait du principe électif » (1).

Peut-être eût-il été assez facile de s'entendre si l'on avait cherché à se mieux définir, à mieux préciser les choses. On ne l'a pas fait, et cela n'a servi personne.

Avec Blanqui et son école, l'étatisme prend un caractère plus systématique. Il est favorisé, comme il le fut pendant les premiers mois de la révolution de 1848, par l'inaptitude des travailleurs à chercher leur propre chemin en dehors de l'Etat. Les masses préfèrent la solution gouvernementale révolutionnaire plutôt qu'assumer des risques dont elles se sentent ou se croient incapables.

Plus tard, Marx viendra préconiser une phase gouvernementale ouvrière, l'utilisation transitoire de l'Etat, « l'Etat ouvrier » ; et tout à a fois il se déclarera adversaire de cet appareil dans lequel il ne verra qu'un instrument de domination politique de la classe ouvrière. Bakounine polémiquera aussi avec lui et il décrira, avec une clairvoyance stupéfiante, ce que sera l'Etat dans le régime instauré selon les normes préconisées par son adversaire. Hélas, la Russie montre qu'il a été au-dessous de la vérité.

Pourtant il est juste de dire que Marx, pas plus qu'Engels, ne désirait cela. C'est bien la dictature « du prolétariat », de la classe ouvrière qu'il avait voulue. Mais d'une part il fut incapable de prévoir le tournant décisif constitué par le fait de charger le « parti prolétarien » d'interpréter la volonté du peuple en général, et d'autre part son tempérament autoritaire et dictatorial et son amoralisme politique furent le point de départ d'une déviation qui, Lénine aidant, a conduit au stalinisme.

Nous ne rectifions en rien notre opinion sur Marx et le marxisme. Mais nous voulons faire comprendre qu'il peut très bien se faire que des socialistes qui ne prennent pas l'étiquette libertaire puissent aussi être près de nous, même s'ils appartiennent à un parti socialiste marxiste à ses origines, car des facteurs divers ont pu jouer dans l'évolution de leurs idées. Tant que ceux avec qui nous pouvons nous rencontrer n'auront pas la prétention de nous imposer leur système, nous devons rechercher ce que nous pouvons avoir de commun avec eux. Nous aurions pu le faire souvent, dans les activités locales, et sur le plan humain, avec de nombreux militants socialistes de base, au lieu de ne voir que la participation et la non participation électorale. Mais nous avons donné la priorité aux éléments négatifs, et nous avons agrandi les distances

Pourtant, Bakounine lui-même, directement attaqué et calomnié par la « coterie marxiste » comme l'appelait James Guillaume, et qui dénonçait avec le plus de vigueur l'œuvre déviationniste du Conseil de Londres où Marx trônait « comme Moïse derrière les nuées du Sinaï » préconisait la liberté pour chaque section de l'Internationale d'employer les méthodes de lutte qui lui semblaient les meilleures, c'est-à-dire le parlementarisme en Allemagne et dans d'autres pays du nord de l'Europe, et l'action purement syndicale, fédéraliste et directe dans les nations latines. C'est dans cette coexistence qu'il voyait le salut de l'Internationale. Marx préféra détruire cette dernière. Mais le plus grand lutteur du socialisme antiautoritaire nous donnait ainsi une leçon d'intelligence tactique et de tolérance nécessaire.

Or, il est d'autres secteurs, d'autres mouvements, d'autres individus avec lesquels nous aurions pu, pourrions et devrions savoir travailler, lutter, nous réunir. Au lieu d'approfondir les fossés, de créer des antipathies actives, des haines là où il serait possible de s'entendre sur des points donnés, la volonté de maintenir la cohésion possible quand il existe des éléments positifs qui nous le permettent doit nous guider de plus en plus. Voilà de l'humanisme pratique.

Les plus intransigeants ne sont pas les plus fermes, ni les plus constants. Quiconque a une expérience assez prolongée du combat social a vu défiler nombre de ces gardiens farouches de la pureté de l'idéal — ou ce qu'ils appelaient ainsi — et qui, presque toujours, se sont retirés bien vite sous leur tente ou sont allés dans des formations n'ayant aucun rapport avec le mouvement dans lequel ils avaient joué le rôle des oies du Capitole.

Ainsi nous nous rappelons ce qui se produisit au congrès anarchiste de Lyon 1948, lorsque certains délégués préconisèrent la participation aux essais coopératifs intéressants qui avaient lieu dans plusieurs villes de France. La majorité repoussa cette proposition, comme une déviation réformiste, qui pouvait compromettre le mouvement. Il arriva par la suite que, faute de l'appui d'hommes qui auraient pu constituer les cadres nécessaires, ces coopératives sombrèrent. Mais, d'autre part, les oies du Capitole abandonnèrent le mouvement qu'elles avaient contribué à affaiblir par leur attitude intransigeante ; ou bien elles prirent part à la transformation du *Libertaire* en journal électoral, et présentèrent leur candidature aux élections...

Nous devons donc être ouverts à tout ce qui n'est pas fondamentalement antilibertaire, à tout ce qui ne nous demande pas d'abandonner nos principes, à tout ce qui, par sa nature, permet des activités sociales utiles, en marge de l'étatisme et du gouvernementalisme. Dans son beau livre *L'Entraide*, Kropotkine énumérait un grand nombre d'institutions et de mouvements sociaux — dont les sociétés scientifiques, artistiques et de secours mutuel, les organisations paysannes, les coopératives, les bibliothèques populaires où nous pouvons nous rencontrer avec des gens professant d'autres doctrines que la nôtre, mais agissant sans le savoir en conformité avec nos principes. Si ceux qui se sont réclamés de ce sociologue anarchiste savaient tirer pratiquement la leçon de ses enseignements, le principe de l'entraide et du non gouvernementalisme aurait gagné bien des gens.

Ce n'est donc pas seulement par honnêteté, par tolérance sœur de la liberté, par respect de la vérité que nous rejetons les comportements où domine la recherche systématique des désaccords. C'est aussi par souci de progrès véritable, qui ne sera pas possible tant que les hommes de bonne volonté, cessant de rechercher surtout ce qui les sépare, ne se tendront pas la main pour rechercher ce qui peut les rapprocher.

(1) Le mot hiérarchie ne doit pas nous tromper dans ce cas, puisque Louis Blanc préconisait le principe repris par les anarchistes communistes : « A chacun selon ses besoins, de chacun selon ses forces. »

Suite de l'éditorial...

par de fausses délégations, pour le transfert du Conseil général à New York. Cela détruisait tout lien organique et toute existence virtuelle de la grande association. Et, pour compléter cette première victoire, on ajouta l'expulsion, obtenue par surprise, de Bakounine et de James Guillaume, les deux plus fortes personnalités qui défendaient les thèses fédéralistes contre le centralisme, et la lutte directe de classe ouvrière, sur le terrain national et international, contre le capitalisme et pour un monde social nouveau. La révolte tardive de la plupart des sections n'y put rien changer.

Après, le parlementarisme devint rapidement la préoccupation et l'activité dominantes, le politique l'emporta sur le social, ce fut rapidement la fin.

Telle est la leçon d'histoire qu'il convient de ne pas oublier.

VIENT DE PARAITRE :

Jacques BOUYE
L'HOMME DANS L'INDUSTRIE.

Laureano RIERA
UNE EXPERIENCE PASSIONNANTE
PAR 5.000 OUVRIERS.

Gaston LEVAL
BALLOBAR,
Une collectivité agraire en Espagne.

Un livre de 120 pages
Prix : 3 francs, envoi compris

NOUS AVONS EN VENTE

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs, pour faciliter la diffusion de nos idées, les éléments de propagande suivants (prix franco dans tous les cas) :

Socialistes libertaires, pourquoi ? (0,20 F)

Le Chemin du socialisme (40 pages, **0,60 F)**

L'Enfance en croix, récit par Gaston Leval (224 pages, **7 F)**

Pratique du socialisme libertaire, par Gaston Leval (82 pages, y compris quatre schémas, **2 F)**

Le Monde nouveau, son plan, sa constitution, son fonctionnement, par Pierre Besnard (124 pages, **3 F)**

Eléments d'éthique moderne (105 pages, **2,50 F)**

Des miracles de Lourdes à Teilhard de Chardin, par Georges Las Vergnas **(5,50 F)**

Imp. R. Ouvrière, Paris, 10, r. Montmorency 3e

ADMINISTRATION — Abonnement annuel : France : **5 F.** - Etranger : **6 F.** - L'exemplaire : **0,45 F.**
Demandes et mandats à : **Mme Luce OTTIE - 21, rue des Mathurins. BIEVRES (Seine-et-Oise) - C. C. P. Paris 5935 - 17**
DIRECTION — Gaston LEVAL - 33, boulevard Edgar Quinet, PARIS (14e) — Directeur de la publication : **Gaston LEVAL**